

[Texte]

The government has also talked in the bill about designated safe countries. It intends to designate the United States and other European countries as safe countries. But let's take a flashback of history in the United States. In 1980 we saw what happened to the Salvadorans and the Guatemalans. Most recently we have seen the interdiction of the Haitian boat people, not in U.S. waters but in international waters.

[Traduction]

Dans le projet de loi, le gouvernement fait également allusion à des pays désignés sûrs. Il songe sans aucun doute aux États-Unis et à certains pays européens. Revoyons cependant ce qui s'est passé aux États-Unis. En 1980, nous avons vu ce qu'il est advenu des Salvadoriens et des Guatémaltèques. Plus récemment, nous avons vu l'interdiction des réfugiés de la mer haïtiens, non pas en eaux américaines, mais en eaux internationales.

• 0930

We think that designating the U.S. as a safe country would definitely close the door to many genuine refugee women who are trying to find a safe haven. NOIIMWC calls for the changes to this proposal. We call on the government to assess the effectiveness of other countries' refugee determination systems before designating them as safe countries. We also ask the government to delay negotiations with the U.S. and any other country or countries until they meet Canadian international standards of fairness, natural justice, and due process.

We are also presenting all these changes. We look at the Immigration Refugee Board. We have heard and we have seen what has happened over the last little while. We have seen the lack of sensitivity on that particular board. We have seen what has happened to a number of individuals who have had to appear before that board. The government is saying that it is going to provide training, but we want to make sure that this training is culturally sensitive to the needs of the people they are seeing.

In conclusion, we would like to state our disappointment with the bill.

Ms Shin: We are particularly disappointed in the fact that this was an opportunity for the government to address a number of inadequacies in the previous act.

For one, a number of women's groups have called for the definition of "refugee" to be broadened to include sex as one of the grounds of persecution for which a person can be recognized as a refugee. Women who have experienced any form of violence because they are women—rape, sexual assault and abuse—do not have the recognition as a genuine refugee under the current definition. It was a valuable opportunity that was missed.

We are also very disappointed that the government had a chance to make a very clear statement against violence against women by placing protection against sponsors and allowing automatic landing in the case of sponsorship breakdown. That opportunity has been missed.

Ms Spencer: We are deeply disturbed by the message the minister and the government are sending where genuine refugee claimants are concerned. We read the message, and the signals are clear: "Canada does not need you. You are not welcome here."

Nous estimons que la désignation des États-Unis comme pays sûr fermera définitivement la porte à de nombreuses réfugiées authentiques à la recherche d'un asile. L'organisation demande que cette disposition soit modifiée. Elle incite le gouvernement à évaluer l'efficacité du processus de détermination du statut de réfugié des autres pays avant de les désigner comme pays sûrs. Elle réclame également du gouvernement qu'il suspende ses négociations avec les États-Unis et d'autres pays d'ici à ce qu'ils se conforment aux normes qu'applique le Canada sur le plan international en matière d'équité, de justice naturelle et d'application régulière de la loi.

Nous préconisons aussi tous ces changements. Nous n'oublions pas la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Nous avons vu ce qui s'est passé récemment. Nous avons constaté un manque de sensibilité de sa part. Nous avons vu quel a été le sort d'un certain nombre de personnes qui se sont présentées devant elle. Le gouvernement parle de formation, mais nous voulons être sûres que cette formation inclue la sensibilisation aux gens des autres cultures.

En résumé, nous tenons à dire que nous sommes déçues du projet de loi.

Mme Shin: D'autant plus que le gouvernement avait ici l'occasion de remédier à un certain nombre de lacunes dans la loi antérieure.

Par exemple, un certain nombre de groupes de femmes avaient réclamé l'élargissement de la définition de «réfugié» de façon à inclure le sexe comme motif de persécution pouvant donner lieu à une demande de statut de réfugié. Les femmes victimes de violence du fait qu'elles sont femmes—qu'il s'agisse de viol, d'assaut sexuel ou d'abus—ne peuvent pas être considérées comme réfugiées authentiques en vertu de la définition actuelle. Le gouvernement a raté une belle occasion de remédier à la situation.

Il aurait également pu dénoncer clairement la violence faite aux femmes en les protégeant dans les situations de parrainage et en leur accordant le droit d'établissement automatique lorsque l'arrangement de parrainage est rompu, mais il ne l'a pas fait.

Mme Spencer: Nous sommes très préoccupées par le message que le ministre et le gouvernement envoient aux demandeurs du statut de réfugié authentiques. Pour nous, ce message est le suivant: «Le Canada n'a pas besoin de vous, ne veut pas de vous.»